Sanofi est une Big pharma mondiale aux pouvoirs exorbitants. Elle impacte l'avenir de l'industrie pharmaceutique française et constitue un élément incontournable de la santé publique.

1ère entreprise pharmaceutique française et européenne,
Classée parmi les toutes premières mondiales,
1ère mondiale dans les vaccins avec sanofi Pasteur

Sanofi c'est actuellement **23 086 emplois en France** soit 1/3 du potentiel national (effectifs, sites, R&D,…) de l'industrie pharmaceutique française

Sanofi c'est **47 sites** intégrés dans de nombreuses régions :

En Recherches & Développement :

En Région Parisienne , à Chilly-Mazarin / Longjumeau (91), Vitry/Alfortville (94). Dans la région lyonnaise **à** Lyon-Gerland - Merial, Marcy l'Etoile (Sanofi Pasteur).
A Montpellier (34), Saint-Vulbas – Meria (01)l, à Strasbourg (67), à Toulouse (31)

En production chimiques, biotechnologiques, industrielles,

Aramon (30), Ploërmel (56), Sisteron (04), Mourenx (64) Vertolaye (63), Vitry-sur-Seine (94)
Ambarès (33), Amilly ('45) Compiègne (60) Le Trait (76) Lentilly - Merial (69) Lisieux (14) Lyon Gerland - Genzyme
Lyon-Gerland - Merial Maisons-Alfort (94) Marcy l'Etoile - Sanofi Pasteur (69) Quetigny (21) Saint-Aubin-lès-Elbeuf(76)
Saint-Herblon (Merial) (44) Saint-Priest - Merial (69) Tours (37) Val de Reuil (27)

Distribution

Amilly (Distribution) (28), Croissy-Beaubourg, (77) Marly-la-Ville (95), Saint-Loubès (33)

Tertiaires

La Boétie (75), Croix de Berny (92)- Antony (92), Gentilly (94), Lyon - Siège Monde Sanofi Pasteur, Lyon - Siège Monde Merial, Massy (91), Parisud - Siège Sanofi France, Saint-Germain-en-Laye - Siège Genzyme France (78) Villeurbanne - Merial

Sanofi, c'est un atout scientifique de haut niveau **démantelé pour satisfaire les ambitions financières des actionnaires,**

4014 emplois supprimés de 2008 à 2013.

8 sites fermés en France, **2 sites vendus** avec des conséquences sociales majeures et **deux en reconversion drastique** :

Recherche : fermetures des sites de **Rueil (92**), **Bagneux (92), Evry (91), Labège (31);** vente du site de **Porcheville (78)** aujourd'hui est en difficulté.

Production chimique : fermeture de **Romainville (93),** fermeture de **Neuville sur Saône chimie (69)** avec reconversion partielle dans les vaccins, reconversion d'une partie de **Vitry chimie (94)** dans les biotechnologies, vente du site de mise en forme pharmaceutique de **Colomiers (31).**

Sièges et fonctions centrales : fermeture du site de **quai de la Râpée à Paris** et d'un des deux sites de **Gentilly (94).**

Ainsi en 2014, 55% du résultat net de 2013 seront versés aux actionnaires soit **3,7 milliards d'€** .
En 9 ans le dividende a explosé passant de 1,2 € à 2,8 € soit **+ 133% .**

Sanofi, au chiffre d'affaire de 33 milliards€, au résultat net de 6,8milliards d'€, 2ème/3ème du CAC 40 en bénéfices, ***reçoit de l'argent public à foison*** **pour nourrir le pillage par les actionnaires**

Le Directeur Général du groupe Chris Viehbacher a bénéficié de 5 années d'exemption d'impôts en France. Il vient de déménager aux USA. Au-delà des aspects d'imposition, c'est bien les centres de décisions du groupe qui quittent la France alors que Sanofi est un groupe français.

Le groupe a perçu des finances publiques en 2013 :

- Crédit d'Impôt Recherche : 125,7 millions €
- Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi: 11,2 millions € en 2013 (près de 18 en 2014)
- Crédit d'impôt à l'étranger : 1,1 millions €
- Crédit d'impôt lié au mécénat : 10,6 millions €
- Crédit d'impôt Famille : 1 million €
- Crédit d'Impôt Apprentissage : 910 mille €

Le montant global des crédits d'impôts que touchent sanofi a plus que doublé entre 2008 (70 millions €) et 2013 (150,7 millions €).
Le CIR et le CICE sont versés sans aucune contrepartie. Sanofi touche un CIR de 125 à 130 millions € par an alors qu'il ferme plusieurs sites et supprime 2000 emplois en recherche et alors qu'en 2012 et 2013 , il n'y a eu aucune embauche de chercheur ni de technicien.

La part du C.A. consacrée à la R&D diminue pour passer sous la barre des 15% contre plus de 17%, quatre ans plus tôt. Elle devient une des plus faibles de l'industrie pharmaceutique mondiale.

Pour 2005-20015 la stratégie définie a programmé la poursuite du désengagement scientifique et industriel en Europe et particulièrement en France ! La mise en œuvre a été immédiate.

1er plan en 2009 - 2010 : **1300 emplois supprimés en France**
2ème plan en 2014 : **au moins 700 emplois supprimés dès septembre 2014** portant le total **à 2000 destructions d'emplois en recherche en 4 ans**.

- aggravant une perte d'expertise jusque dans la surveillance des médicaments après la mise sur le marché (pharmacovigilance, études observationnelles d'évaluation de bénéfice/risque,
- mettant le site Toulouse sur une voie de sortie du groupe avec très peu de perspectives
- affaiblissant les atouts du site de Montpellier

Bilan → Alors qu'une **centaine de projets de recherche interne étaient travaillés en 2009,** il n'y en a plus qu'**une trentaine en 2014.**

Dans les vaccins, le groupe

- abandonne la production de nombreux vaccins (rougeole, oreillon, …) du fait de mauvais choix stratégiques dans le passé. Ces vaccins sont pourtant utiles pour de nombreuses populations, y compris en Europe.
- abandonne ou met en sommeil de nombreux projets de recherche (paludisme notamment) au profit de vaccins plus « grand public » (contre l'acné…)

Et la casse continue …
Un plan de **suppression de 500 emplois** est mis en œuvre principalement sur le site de Marcy L'Etoile (69). Ce plan met aujourd'hui en difficulté de nombreux secteurs de l'entreprise par un départ massif de l'expertise interne. Le recours aux intérimaires et aux sous-traitants ne cesse d'augmenter, renforçant d'autant la précarité dans le pays et les dysfonctionnements**.**

Et la casse s'accélère…

Depuis fin avril, des articles de presse font état de la volonté du groupe de céder un portefeuille de médicaments matures et des usines.
Un document dénoncé par le Canard Enchaîné atteste d'un projet appelé Phoenix qui traduit la poursuite du désengagement en Europe.

Ces médicaments dit matures sont des médicaments qui ont fait la preuve de leur utilité. L'objectif premier est uniquement de réduire la présence industrielle de sanofi en Europe, c'est à dire de diminuer les coûts de fonctionnement en Europe et particulièrement en France et de poursuivre le démantèlement de la filière chimique.
D'après ce document, 4 sites de mise en forme pharmaceutique et de distribution en France pourraient être concernés (Compiègne, Amilly, Quetigny, Marly la Ville)

Phoenix précise que même si le projet de cession ne se réalisait pas tel qu'il est envisagé, la direction du groupe entend constituer une division produits matures avec toujours le même objectif de pouvoir céder médicaments et usines. L'objectif serait de céder une usine par an.

Par la structuration envisagée la direction se donne toute possibilité de vendre, fermer, céder un site, une activité. Elle fait fi de la cohérence scientifique et industrielle, des salariés, de la sécurité sanitaire, de l'indépendance thérapeutique du pays et du maintien du potentiel scientifique et industriel.

Ce constat, ces faits, nos colères, nos vécus, nos échanges, nos valeurs partagées, nous ont conduit à faire ce livre pour informer, dénoncer, réfléchir, débattre, mettre en commun, agir

SANOFI Big Pharma – l'urgence de la maîtrise sociale
Editions Syllepse

Nous sommes 4 salariés issus du terrain. Le livre que nous avons décidé d'écrire, n'est pas un ni^{ème} livre sur les médocs. Il est une invitation à réfléchir à une alternative au *Big Pharma* et au *Big Money* par une appropriation par la société de la chaîne de la santé.

La santé, bien commun, est prise en otage par les firmes pharmaceutiques. Nous démontrons que d'immenses besoins ne sont pas satisfaits. Le médicament est malade du profit et des politiques de privatisation de la connaissance, des monopoles de la production par les brevets, favorisant les scandales sanitaires. Nous dénonçons la non transparence des prix. Ce système assure des profits colossaux. En 2013, 43 milliards ont été distribués aux actionnaires.

Nous démontrons la machinerie de « Big Pharma, sa stratégie de dérèglementations tous azimuts, destructrice d'emplois, de savoirs faire, d'humanité…Avec d'autres professionnels et citoyens, nous alertons sur l'automédication, la « télémédecine », les patient-e-s devenu-e-s client-e-s, et leurs multiples dangers. Nous considérons qu'un médicament jugé et éprouvé comme utile, doit être reconnu comme un impératif social de santé publique, et non une marchandise.

Nous ne voulons pas en rester aux constats. Les luttes des salariés de Sanofi sont nombreuses, porteuses de propositions alternatives ((tel Néréis, Porcheville, le développement de domaines de recherche et de productions). Aussi, nous interrogeons les possibles, ***l'urgence ou l'actualité de la maîtrise sociale de ce bien commun,*** pour s'affranchir de la rentabilité financière et redonner sens au travail. Une incitation à poser de manière inédite la question des pouvoirs pour la société. Les pistes que nous proposons d'explorer, entre autres, sont :

- l'appropriation et l'orientation par la société des axes de recherches et de la production des médicaments, selon des réponses diversifiées aux exigences humaines et écologiques ;

- la transparence dans l'établissement des prix et leur maîtrise, ainsi que celle des circuits de commercialisation et de distribution. De ce point de vue, à l'heure des politiques d'austérité pour la santé et de régression pour la sécurité sociale, nous démystifions la réalité du marché des génériques.
- la reconquête d'espaces non marchands, la dé-privatisation des connaissances et le refus du monopole des brevets pour tout ce qui touche à l'humain et à la vie ;

Le médicament conçu, produit et commercialisé comme un bien commun, et non comme une marchandise ne se veut pas une incantation, mais une exigence et une volonté de rendre possible une telle alternative. A l'opposée d'une étatisation, il s'agit d'une autre logique de développement qui repose sur la volonté de conquérir le pouvoir de décider à la place des actionnaires.

LES AUTEURS-ES

Thierry BODIN, statisticien en recherches, syndicaliste CGT dans le groupe Roussel-Uclaf, puis Aventis et Sanofi ;

Danielle MONTEL, technicienne de recherche de Roussel-Uclaf, Aventis, Sanofi, militante CGT ;

Daniel VERGNAUD, technicien pharmacologue de recherche, Roussel-Uclaf, membre de l'OMOS (Observatoire des Mouvements de la Société) ;

Danielle SANCHEZ, Ingénieure dans l'énergie, militante pour un service public de qualité

Urgent,

La santé est en danger, notre sécurité sociale est attaquée, l'argent public est détournée, pillé, nos atouts scientifiques et industriels sont saccagés, la sécurité sanitaire menacée…

Urgent d'agir

Les big pharma ont fait et font chaque jour la preuve de leur nuisance.

La santé, bien précieux de tous, nécessite attention, éthique, mobilisation, ambition, courage et action.

C'est la visée de la commission santé du PCF, qui a décidé de consacrer à la fête de l'Huma 2014 un espace, du temps, pour un débat que nous voulons inter-actif et audacieux.

(à préciser)